AD.

- 1 -
20 DEC. 1976
Coordination

L

L. 12.538/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 19 mars 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne, notamment, la définition des revenus professionnels imposables en principe, le régime fiscal des rentes alimentaires, le régime de taxation des conjoints séparés de fait, ainsi que les déclarations aux impôts sur les revenus et la procédure de taxation", a donné le 25 mars 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 19e maart 1976 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen met betrekking, inzonderheid, tot de omschrijving van de in beginsel belastbare bedrijfsinkomsten, tot het belastingstelsel van de uitkeringen tot onderhoud, tot het aanslagstelsel van de echtgenoten die feitelijk gescheiden leven, alsook tot de aangiften in de inkomstenbelastingen en de aanslagprocedure", heeft de 25e maart 1976 het volgend advies gegeven

22 DEC. 76

Le projet de loi a pour but de régler différents objets appartenant à la matière des impôts sur le revenu.

Il n'est pas d'usage de détailler dans l'intitulé d'une loi composite les divers domaines auxquels elle apporte des modifications. Le procédé présente l'inconvénient d'alourdir les références à la loi chaque fois que celle-ci doit être citée avec son intitulé complet.

Il est dès lors proposé de limiter l'intitulé ainsi qu'il suit :

"Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus".

Article 1er.

Cet article pourrait être rédigé plus succinctement ainsi qu'il suit :

"Article 1er.-

Dans l'article 10, § 2, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'arrêté royal n° 9 du 18 avril 1967, la seconde phrase est supprimée".

Article 2.

Cet article tend à remplacer par un nouveau texte l'article 21 du Code qui définit les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles en y incluant

.../...

notamment les plus-values d'éléments de l'actif et les moins-values d'éléments du passif.

Cependant, pour délimiter la matière imposable, l'exposé des motifs fait intervenir la disposition figurant parmi les immunisations à l'article 34, § 1er, 1°. En effet cette disposition constitue plus un élément de la définition des plus-values taxables qu'une véritable immunisation.

L'exposé des motifs signale que les nouveaux articles 21, 3°, et 25bis introduits dans le Code par le projet doivent avoir pour but d'empêcher "que les entreprises qui sous-estiment délibérément leurs stocks de même nature (1) puissent échapper à l'impôt en raison de la parti du bénéfice ultérieurement réalisé sur ces stocks, qui correspond aux sous-estimations que les services de taxation n'auraient pas décelées à temps".

Selon les précisions fournies par le fonctionnaire délégué, cette déclaration quant à la nature des stocks pouvant faire l'objet des sous-estimations ou des surestimations ne doit pas empêcher l'application du nouvel article 21, 3°, du Code à toute autre espèce de biens.

.../...

---

(1) Il s'agit des matières premières, produits et marchandis

Le texte suivant est dès lors proposé pour le nouvel article 21 du Code :

"Article 21.- Les bénéfices des exploitations industrielles commerciales ou agricoles sont ceux qui résultent :

1° de toutes les opérations traitées par les établissements de ces exploitations ou à l'intermédiaire de ceux-ci;

2° de tout accroissement de la valeur des éléments d'actif affectés à l'exercice de l'activité professionnelle et de tout amoindrissement de la valeur des éléments du passif résultant de cette activité; lorsque ces plus-values et ces moins-values ont été soit réalisées, soit exprimées dans les comptes, bilans ou inventaires;

3° d'éléments de l'actif sous-estimés ou d'éléments du passi surestimés, dans la mesure où la sous-estimation ou surestimation ne correspond pas respectivement à un accroissement ou à un amoindrissement, exprimé ou non,ni aux amortissements régulièrement pratiqués.

Au sens du présent article, les éléments d'actif sont constitués par tous avoirs quelconques, en ce compris les matières premières, produits ou marchandises".

Article 3.

Le liminaire devrait être complété comme suit : "... dans le même Code, immédiatement après l'article 25".

.../...

Article 4.

Le début de l'article 34 devrait indiquer que les immunisations que cet article prévoit dérogent également à l'article 30, alinéa 2, 1°, du Code.

Cette rédaction permettrait l'abrogation de l'article 36 du Code.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

§ 1er. A l'article 34, § 1er, du même Code, les mots : "par dérogation aux dispositions de l'article 21" sont remplacés par les mots : "par dérogation aux articles 21, 2°, et 30, alinéa 2, 1°";

§ 2. L'article 36 du même Code est abrogé."

Article 5.

Cet article tend à modifier le paragraphe 1er et à ajouter un paragraphe 3 à l'article 40 du Code qui consacre le système du report de l'imposition en cas d'apport d'une ou plusieurs branches d'activité ou d'une universalité de biens à une société.

De ce fait, la phrase liminaire de l'article : "les bénéfices ou profits visés à l'article 31, 1°, sont entièrement immunisés" ne vaut plus guère que pour le § 1er, 3°. Par l'effet du nouveau paragraphe 3, les plus-values définies au § 1er, 2°, loin d'être entièrement immu-

.../...

nisées pourront être taxées deux fois puisqu'il est prévu désormais que les plus-values affectant les biens apportés constituent des bénéfices taxables dans le chef de la société qui a reçu l'apport (article 40, § 2) tandis que les actions et parts sociales reçues par la personne morale qui a fait l'apport seront considérées comme étant affectées d'une plus-value en raison de l'accroissement de valeur qui avait affecté antérieurement les éléments apportés (article 40, § 3 en projet).

Le report de taxation ne paraît pas devoir empêcher l'imposition du cessionnaire sur la même plus-value.

On peut mieux comprendre l'effet des dispositions projetées par un exemple très simple :

Une société A ayant investi 1 million de francs en 1950 dans un établissement commercial (matériel et équipements) cesse cette partie de ses activités en 1976 et apporte la totalité des biens investis dans ce commerce à une société B.

A ce moment, ces biens sont estimés à 2 millions de francs.

Le capital de la société B est augmenté de 2 millions et l'apporteur A reçoit 2.000 actions de 1.000 francs pour prix de son apport.

.../...

L'année suivante, l'apporteur A vend ses titres pour 2 millions de francs. Il est taxé sur une plus-value de 1 million.

Au même moment, la société B vend l'établissement commercial en cause pour un prix égal à sa valeur d'apport, soit 2 millions. Elle sera également taxée sur une plus-value d'1 million.

Il y a donc double taxation de la même plus-value, mais dans le chef de deux contribuables différents.

Il apparaît difficile de faire figurer ces règles dans le Code des impôts sur le revenu sous une phrase liminaire qui affirme que les bénéfices ou profits sont entièrement immunisés.

Dès lors, l'article 40 du Code devrait être scindé en deux articles rédigés comme il est dit ci-après.

*

Dans le nouveau paragraphe 3 de l'article 40 du Code, il est question du "montant restant à amortir ... sur les éléments apportés". On ne peut cependant perdre de vue que certains éléments d'actif apportés à une société peuvent être constitués par des biens non susceptibles d'amortissements (par exemple terrain, créance, avoir monétaire).

.../...

Les textes suivants sont en conséquence proposés :

"Article 5.-

L'article 40 du même Code, modifié par les lois des 15 juillet 1966 et 25 juin 1973, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 40.- § 1er. Sont reportés à charge du cessionnaire ou successeur, et temporairement immunisés, les bénéfices et profits définis à l'article 31, 1° :

1° lorsque soit l'exploitation, soit l'activité professionnelle, soit une ou plusieurs branches d'activité sont continuées par le conjoint ou par un ou plusieurs héritiers ou successibles en ligne directe, de la personne qui a cessé l'exploitation, l'activité professionnelle ou la branche d'activité;

2° lorsqu'ils sont obtenus ou constatés à l'occasion :

a) ... (comme à l'article 40, § 1er, 2°, du Code) ...

b) ... (idem) ...

L'application du 1° ne préjudicie toutefois pas à celle de l'article 67, 7°.

§ 2. Les amortissements, moins-values et plus-values à prendre en considération dans le chef du nouveau contribuable... (comme à l'article 40, § 2, du Code).

.../...

§ 3. Nonobstant le report des bénéfices et profits prévu par le § 1er, les plus-values ou moins-values afférente aux actions et parts représentatives de droits sociaux reçues en rémunération d'un apport défini au § 1er, 2°, seront déter minées en attribuant aux actions et parts une valeur d'investissement ou de revient identique à celle des éléments apportés, telle que celle-ci apparaît à la date de l'apport, compte tenu des amortissements éventuellement pratiqués.

Pour la détermination de la plus-value éventuellement immunisée en vertu de l'article 34, § 1er, 3°, et § 2, en cas de réalisation des actions ou parts, celles-ci sont censées avoir été affectées à l'exercice de l'activité professionnelle depuis la date à laquelle les éléments apportés ont été ainsi affectés et la valeur moyenne revalorisée de chaque part est déterminée au prorata de la valeur totale revalorisée de ces éléments.

Article 40bis.- Les bénéfices et profits définis à l'article 31, 1°, sont entièrement immunisés lorsqu'ils consistent en plus-values réalisées sur des immeubles non bâtis, par des contribuables dont l'activité professionnelle ne porte pas sur l'achat ou la construction et la vente ou la location d'immeubles, sauf application de l'article 67, 7°".

.../...

Articles 6 et 7.

On ne peut dire que les rentes et capitaux seront payés ou attribués "conformément" aux divers articles cités du Code civil, lorsque ces derniers articles se bornent à énoncer le principe de l'obligation alimentaire.

La finale du nouvel article 67, 3°, du Code devrait être rédigée comme suit :

"en exécution d'une obligation résultant des articles 203, 205 ..... 342 a, 364 ou 370 du Code civil, des articles 1er et 4 du livre Ier, titre X, chapitre II bis du même Code ou des articles 1258, 1271, 1280, 1288 ou 1306 du Code judiciaire".

Cette observation vaut également pour le nouvel article 71, § 1er, 3°, du Code.

Article 8.

L'institution prévue aux articles 308 et suivants du Code civil est dénommée "séparation de corps", laquelle emporte toujours la séparation de biens (article 311).

Le texte suivant est dès lors proposé :

"A l'article 75 du même Code, les mots : "de séparation de corps et de biens" sont remplacés par les mots : "de séparation de corps ou de séparation de fait".

.../...

Article 9.

Dans le nouvel article 92 bis, il est question de la "rente" qui a servi de base à la fixation du "capital payé ou attribué conformément à l'article 301, § 5, du Code civil".

Cette dernière disposition prévoit que la "pension" attribuée à l'époux qui a obtenu le divorce peut à tout moment être remplacée par un capital. Le terme "rente" n'est pas utilisé dans l'article 301 du Code civil.

Il convient de ne pas s'écarter de la terminologie utilisée dans la disposition de référence.

Par ailleurs, la division en deux paragraphes d'un article comprenant deux alinéas ne se justifie pas.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 92 bis.-

Lorsque les revenus imposables comprennent un capital payé ou attribué en application de l'article 301, § 5, du Code civil, ce capital n'intervient, pour le calcul de l'impôt, qu'à concurrence du montant de la pension annuelle à laquelle il se substitue.

A partir de la date du paiement ou de l'attribution de ce capital et jusqu'au décès du bénéficiaire, le montant de la pension est taxé pour chacune des périodes imposables cumulativement avec les autres revenus".

.../...

Article 10.

Il y aurait lieu de préciser dans le texte français que la modification concerne l'article 93, § 1er, 2°.

Article 11.

Les justifications auxquelles cet article se réfère ne sont pas "prévues audit article" 101, mais bien par l'article 219 du Code.

Il serait dès lors préférable d'écrire :

"... les justifications requises par les articles 47, § 1er, et 219 ne sont pas produites".

Article 14.

L'article 45 de la loi du 25 juin 1973 ayant remplacé entièrement l'article 134 du Code, il est superflu d'indiquer la modification y apportée par l'article 16 de la loi du 15 juillet 1966.

Article 15.

Le texte suivant est proposé :

"Article 15.-

A l'article 137, § 2, du même Code, modifié par l'article 47 de la loi du 25 juin 1973, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° la date "1er juillet 1889" est remplacée par la date "1er juillet 1899";

2° le 2° est remplacé par la disposition suivante : "2° ... (la suite comme au projet) ...".

Article 17.

L'article 139, 2°, serait mieux rédigé si l'insertion prévue par le projet était rédigée comme suit :

"... qui possèdent ou non la personnalité juridique et ...".

Article 27.

1. La division en trois paragraphes du nouvel article 212, composé de trois alinéas, ne se justifie pas.

2. La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 du même article 212 :

"Si le contribuable est décédé ou en état d'incapacité légale, l'obligation de déclarer incombe dans le premier cas, aux héritiers ou aux légataires ou donataires universels et dans le second cas, au représentant légal".

3. L'article 142 de l'arrêté royal d'exécution du 4 mars 1965 prévoit les formes selon lesquelles sont faites les déclarations aux impôts sur les revenus. Les règles contenues dans les alinéas 1er et 4 de cet article sont transposées par le projet dans les nouveaux articles 212 et 214 du Code

.../...

Devront toutefois subsister les alinéas 2 et 3 de l'article 142 de l'arrêté royal dont le premier concerne les contribuables ne sachant ni lire ni signer, et le second, l'intervention d'un mandataire.

Il est toutefois peu indiqué de maintenir cette division de la matière entre dispositions législatives et dispositions réglementaires, d'autant que le pouvoir attribué au Roi par l'article 208 du Code (déterminer le mode à suivre pour les déclarations) pourrait être interprété restrictivement dès l'instant que le législateur a édicté les principales règles à ce sujet.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 142 devraient dès lors être transposés avec les adaptations nécessaires dans l'article 212 en projet.

4. La rédaction suivante est proposée pour l'article 213, alinéa 2 :

"Ces contribuables sont néanmoins tenus de souscrire une déclaration lorsqu'ils y sont expressément invités par un agent de l'Administration des contributions directes à ce habilité".

5. Le Code des impôts sur les revenus ne définit pas le contenu de la déclaration que chaque contribuable (personne physique) doit remplir annuellement au moyen du formulaire à lui transmis par l'Administration (article 213).

.../...

L'article 208, § 1er, 1°, donne au Roi le pouvoir de déterminer "le mode à suivre pour les déclarations".

L'arrêté royal d'exécution du 4 mars 1965 n'a prévu ni le modèle de la déclaration ni les indications qu'elle devait contenir.

Pour les sociétés, associations, groupes et communautés, le Code a prévu que la déclaration devait être conforme au modèle arrêté par le Ministre des Finances (article 218).

Le Code prévoit la taxation d'office pour absence de déclaration mais non pour remise d'une déclaration incomplète (article 256). Dans cette dernière éventualité, il appartient au contrôleur de demander au contribuable les renseignements nécessaires à la vérification de sa situation fiscale (article 222).

Selon la Cour de cassation, l'obligation de joindre à la déclaration des sociétés, associations, groupes et communautés aux impôts sur les revenus, certaines pièces justificatives dont la loi n'impose pas le dépôt et de certifier exactes, dater et signer les diverses pièces annexées à cette déclaration, que prescrit le formulaire de déclaration à ces imôts établi par l'Administration des Finances, ne trouve appui ni dans l'article 218 du Code des impôts sur les revenus ni dans aucune autre disposition du Code (Cass. 9 septembre 1969, S.A. Chaussures Vansiliette c/ Etat belge, Ministre des Finances).

.../...

Le nouvel article 214 que l'article 27 du projet tend à insérer dans le Code des impôts sur les revenus donne au directeur général le pouvoir d'arrêtér le modèle de la déclaration (§ 1er). Le même article permet au directeur général d'imposer sans limitation l'obligation de produire les documents, les relevés et les renseignements qu'il jugera nécessaires par le moyen de prescriptions insérées dans le libellé des questions composant la déclaration (§ 3).

Pareilles attributions s'analysent comme l'exercice d'un pouvoir réglementaire. Les décisions prises doivent, en effet, avoir une portée générale et être applicables à tous les citoyens. Elles se situent en dehors des tâches de l'administration ; celle-ci a pour mission d'appliquer les règles générales aux cas particuliers mais non d'élaborer ces règles.

Aux termes de la Constitution, l'exécution des lois appartient au Roi. Ce pouvoir ne peut être délégué dans son essence puisque tous les pouvoirs doivent être exercés de la manière prévue par la Constitution (article 25, alinéa 2).

L'attribution de pouvoirs réglementaires à un fonctionnaire pose d'ailleurs des problèmes dans le domaine de la responsabilité politique ainsi qu'en ce qui concerne la publicité des décisions de ce fonctionnaire et leur force obligatoire.

.../...

Il serait plus conforme à l'organisation des pouvoirs que le modèle de la déclaration soit arrêté par le Roi et publié au Moniteur belge. Il est ainsi procédé dans nombre de domaines (transport, douane, santé publique) qui ne revêtent pas l'importance de celui des impôts sur les revenus. On doit au surplus considérer que la déclara- fiscale est le premier document du dossier contentieux en cas de recours.

Par ailleurs, le texte lui-même a, quant à l'étendue des obligations qui pourraient être imposées aux contribuables, une portée beaucoup plus générale que celle qui est exprimée dans l'exposé des motifs.

*

Le texte du dernier alinéa du paragraphe 3 a pour effet de limiter l'application de la disposition aux catégories de contribuables susceptibles d'être représentés par des groupements professionnels et, d'autre part, de subordonner cette application à un accord des dits groupements.

6. A l'article 215, § 1er en projet, la référence à l'article 152, 1°, est peu claire. Comme l'intention est d'obliger toutes les personnes physiques soumises à l'impôt des non-résidents à souscrire une déclaration à la seule exception des contribuables auxquels s'applique l'article 150, alinéa 1er, du Code, on devrait se référer directement à ce dernier article et non à l'article 152, 1°, qui concerne le calcul de l'impôt.

.../...

Cette observation vaut également pour l'article 216, alinéa 1er.

Par ailleurs, le projet utilise l'expression : "1er janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition". Il serait préférable de maintenir l'expression déjà consacrée de "1er janvier de l'exercice d'imposition", compte tenu de ce que l'article 264, alinéa 1er, du Co prévoit que "l'exercice d'imposition commence le 1er janvier et finit le 31 décembre suivant".

Cette observation vaut également pour les articles 215, § 3, et 259 en projet.

Le texte suivant est proposé pour le § 1er de l'article 215 en projet.

"§ 1er. Les contribuables qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, réunissent les conditions d'assujettissement soit à l'impôt des personnes physiques, soit à l'impôt des non-résidents en tant que non-habitant du Royaume et en dehors du cas prévu par l'article 150, alinéa 1er, doivent adresser leur déclaration au service intéressé dans le délai indiqué sur la formule, lequel ne peut être inférieur à un mois à compter de sa délivrance".

.../...

7. Les articles 215, § 1er, 251 et 256 en projet prévoient différents délais d'un mois dont le dépassement est sanctionné par l'imposition d'office.

Alors que la déclaration doit être retournée dans le délai d'un mois prenant cours au moment de la délivrance de la formule au contribuable (article 215), il doit être répondu aux demandes de renseignement (article 222), à l'avis de rectification (article 251) et à l'avis de taxation d'offi (article 256) dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de demandes et avis par l'administration.

Cet envoi est généralement fait par lettre recommandée à la poste. Le délai effectif imparti au contribuable dépend de la célérité de la poste.

La difficulté est plus sérieuse en cas d'absence du contribuable. Le délai qui pouvait paraître satisfaisant voici 30 ou 40 ans se concilie mal avec les conquêtes sociale qui conduisent actuellement à l'octroi d'un congé légal qui tend à atteindre cinq semaines. De plus, l'étalement de la période de vacances fait que le problème ne se limite pas à la période d'été.

La situation du contribuable absent de son domicile pendant son congé annuel se trouve en outre aggravée par le fait que l'actuel article 251, § 1er, alinéa 2, qui permet de considérer comme valable une réponse parvenue après le délai, lorsque le retard est justifié après coup par de juste motifs, est remplacé par un texte qui autorise l'octroi d'une

.../...

prolongation du délai pour de justes motifs, ce qui implique une demande du contribuable en ce sens et donc la connaissance de l'avis de rectification en temps opportun.

Il y aurait lieu dès lors, soit de considérer comme point de départ du délai le jour de la réception de la notification par le contribuable, soit de neutraliser les périodes de congé régulier pour la computation du délai d'un mois.

8. L'article 216, alinéa 3, en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il suit :

"Dans le cas de l'alinéa 1er, la déclaration doit être renvoyée ou remise dans les trois mois de la date à partir de laquelle les conditions d'assujettissement à l'impô cessent d'être réunies; dans le cas de l'alinéa 2, le délai est de cinq mois à compter de la date du décès".

9. La finale de l'article 219 serait plus claire en écrivant : "... des livres ou comptes de la société".

Article 34.

Lorsque le contribuable est taxé d'office, l'articl 257, alinéa 1er, en projet, prévoit que la preuve du chiffre exact de ses revenus imposables lui incombe.

.../...

Cette mesure constitue une sanction à l'égard de ceux qui n'ont pas répondu à un avis de rectification dans le délai prévu à l'article 251 en projet.

Pareille sanction ne se justifie toutefois pas lorsque la taxation d'office intervient immédiatement après l'avis de rectification parce que le contrôleur estime que les droits du Trésor sont en péril.

*

L'alinéa 2 de l'article 257 en projet maintient la charge de la preuve à l'administration lorsque le contribuable établit qu'il a été empêché par de justes motifs soit de communiquer les livres, documents ou registres visés à l'article 221, alinéas 1er et 2, soit de fournir dans le délai les renseignements qui lui ont été demandés en vertu de l'article 222. Le texte actuel de l'article 257 du Code prévoit la même règle en ce qui concerne l'avis de rectification prévu par l'article 251. Le projet de loi entend la supprimer. Pour justifier cette suppression, l'exposé des motifs déclare erronément "que pas plus qu'actuellement, il (le contribuable) ne sera déchargé de la contre-preuve dont il s'agit quand l'imposition d'office résultera ... d'un défaut de réponse, dans le délai légal - éventuellement prolongé pour de justes motifs - à un avis de rectification".

.../...

Article 36.

Comme il a été dit plus haut, le mot "millésime" est erronément employé. La finale du nouvel alinéa 1er de l'article 259 devrait conserver la rédaction actuelle qui ne prête à aucune équivoque :

"... peut, par dérogation à l'article 264, être établi pendant trois ans à partir du 1er janvier de l'exercice d'imposition pour lequel il est dû".

Article 40.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 357 du même Code, abrogé par l'article 83 de la loi du 25 juin 1973, est rétabli dans la rédaction suivante :".

Au 2°, il y a lieu de remplacer les mots "à verser au Fonds" par "destinée au Fonds".

Article 41.

Au 1° et au 2° les mots "à partir du ..." doivent être remplacés par "le ...".

Het ontwerp heeft tot doel verschillende aangelegenheden te regelen op het gebied van de inkomstenbelastingen.

Het is niet gebruikelijk in het opschrift van een zo veelzijdige wet in bijzonderheden alle gebieden te vermelden waarin zij wijzigingen aanbrengt. Het nadeel van die werkwijze is dat zij de verwijzingen naar de wet bemoeilijkt telkens als die met haar volledig opschrift moet worden aangehaald.

Derhalve wordt voorgesteld te volstaan met :

"Ontwerp van wet tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen".

Artikel 1.

Dit artikel kan beknopter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

In artikel 10, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 9 van 18 april 1967, wordt de tweede volzin geschrapt".

.../...

Artikel 2.

Dit artikel wil voor artikel 21 van het Wetboek, dat een omschrijving geeft van de winsten van nijverheids- handels- of landbouwondernemingen, een nieuwe tekst in de plaats stellen, waarin onder meer de meerwaarden van activa en de minderwaarden van passiva worden opgenomen.

Voor het omschrijven van het belastingobject beroept de memorie van toelichting zich echter op de bepaling welke opgenomen is onder de vrijstellingen in artikel 34, § 1, 1°. Die bepaling is immers meer een bestanddeel voor het bepalen van de belastbare meerwaarden dan een echte vrijstelling.

De memorie van toelichting wijst erop dat de nieuwe artikelen 21, 3°, en 25bis die door het ontwerp in het Wetboek worden ingevoegd, tot doel moeten hebben te voorkomen "dat de ondernemingen welke bewust hun soortgelijke voorraden (1) onderwaarderen, kunnen ontsnappen aan de belasting op het gedeelte van de later op die voorraden behaalde winst dat overeenstemt met de onderwaarderingen welke de aanslagdiensten niet tijdig zouden hebben ontdekt".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft uitgelegd, behoeft die verklaring betreffende de aard van de voorraden die onder- of overgewaardeerd kunnen worden, niet te verhinderen dat het nieuwe artikel 21, 3°, van het Wetboek op enige andere soort van goederen wordt toegepast.

.../...

(1) Het betreft grondstoffen, produkten en koopwaren.

Derhalve wordt voorgesteld het nieuwe artikel 2' van het Wetboek als volgt te redigeren :

"Artikel 21. Winsten van nijverheids-, handels- of landbo bedrijven zijn die welke voortvloeien :

1° uit alle verrichtingen gedaan door de inrichtingen van die bedrijven of door tussenkomst ervan;

2° uit enige waardevermeerdering van de activa die voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid worden gebruikt en uit enige uit die werkzaamheid volgende waardevermindering van de passiva, wanneer die meerwaarden en die minderwaarden ofwel verwezenlijkt ofwel in de rekeningen, balansen of inventarissen uitgedrukt zijn;

3° uit ondergewaardeerde activa of overgewaardeerde passiva, voor zover de onderwaardering of de overwaardering niet samenvalt onderscheidenlijk met een al dan niet uitgedrukte vermeerdering of vermindering, noch met regelmatig verrichte afschrijvingen.

In de zin van dit artikel bestaan de activa uit om het even welke vermogenbestanddelen, met inbegrip van grondstoffen, produkten of koopwaren".

Artikel 3.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden aangevuld : "In hetzelfde Wetboek wordt, onmiddellijk na artikel 25, een artikel ...".

.../...

Artikel 4.

Vooraan in artikel 34 zou moeten worden gezegd dat de vrijstellingen waarin dat artikel voorziet, ook afwijken van artikel 30, tweede lid, 1°, van het Wetboek.

Bij deze gelegenheid zou artikel 36 van het Wetboek kunnen worden opgeheven.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 4.-

§ 1. In artikel 34, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "In afwijking van de bepalingen van artikel 21" vervangen door de woorden "In afwijking van de artikelen 21, 2° en 30, tweede lid, 1°".

§ 2. Artikel 36 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven".

Artikel 5.

Dit artikel heeft tot doel, in artikel 40 van het Wetboek § 1 te wijzigen en een § 3 op te nemen. Dat artikel huldigt het stelsel van de uitgestelde aanslag ingeval een of meer "bedrijfstakken" of een algemeenheid van goederen in een vennootschap worden ingebracht.

.../...

Door die verandering geldt de inleidende volzin van het artikel : "Winsten of baten als bedoeld in artikel 31, 1°, zijn volledig vrijgesteld", nog alleen voor § 1, 3°. Ten gevolge van de nieuwe § 3 zullen de in § 1, 2°, bedoelde meerwaarden, verre van volledig vrijgesteld te worden, tweemaal belast kunnen worden, aangezien de meerwaarden van de ingebrachte goederen voortaan worden beschouwd als winsten die belastbaar zijn ten name van de vennootschap die de inbreng heeft verkregen (artikel 40, § 2), terwijl de aandelen en bewijzen van deelgerechtigheid, verkregen door de rechtspersoon die de inbreng heeft gedaan, zullen worden geacht een meerwaarde te hebben verkregen wegens de vroegere waardevermeerdering van ingebrachte activa (ontworpen artikel 40, § 3).

Het uitstellen van de aanslag blijkt niet te moeten verhinderen dat de overnemer op dezelfde meerwaarde wordt belast.

Welk gevolg de ontworpen bepalingen zullen hebben, kan beter worden aangetoond aan de hand van een zeer eenvoudig voorbeeld.

Een vennootschap A die in 1950 1 miljoen frank geïnvesteerd heeft in een handelszaak (materieel en toerusting), staakt dat gedeelte van haar werkzaamheid in 1976 en brengt alle in die handelszaak geïnvesteerde goederen in een vennootschap B.

.../...

Op dat ogenblik worden die goederen geraamd op 2 miljoen frank.

Het kapitaal van vennootschap B is verhoogd met 2 miljoen en inbrenger A krijgt 2.000 aandelen van 1.000 frank voor zijn inbreng.

Het jaar daarop verkoopt inbrenger A zijn effecten voor 2 miljoen frank. Hij wordt belast op een meerwaarde van 1 miljoen.

Op hetzelfde tijdstip verkoopt vennootschap B de bewuste handelszaak tegen een prijs gelijk aan haar inbrengwaarde, namelijk 2 miljoen.

Ook zij zal worden belast op een meerwaarde van 1 miljoen.

Er is dus dubbele belasting van dezelfde meerwaarde, maar ten name van twee verschillende belastingplichtigen.

Het is moeilijk die regelen in het Wetboek van de inkomstenbelastingen op te nemen onder een inleidende volzin waarin bevestigd wordt dat de winsten of baten volledig vrijgesteld zijn.

.../...

Artikel 40 van het Wetboek zou derhalve in twee artikelen moeten worden gesplitst, zoals hierna voorgesteld is.

*

In de nieuwe paragraaf 3 van artikel 40 van het Wetboek is sprake van "het bedrag dat op de ingebrachte activa nog af te schrijven was ...". Maar er mag niet uit het oog worden verloren dat sommige in een vennootschap ingebrachte activabestanddelen ook kunnen bestaan uit goederen die niet afgeschreven kunnen worden (bijvoorbeeld grond, schuldvordering, geldbezit).

Derhalve worden de volgende teksten voorgesteld

"Artikel 5.-

Artikel 40 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1966 en 25 juni 1973, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 40. § 1. Winsten en baten als omschreven in artikel 31, 1°, worden ten laste van de overnemer of opvolger overgebracht en tijdelijk vrijgesteld :

1° wanneer ofwel de exploitatie, ofwel de beroepswerkzaamheid, ofwel een of meer takken van werkzaamheid worden voortgezet door de echtgenoot of door een of meer erfgenamen of erfgerechtigden in de rechte lijn van de persoon die de exploitatie, de bercepswerkzaamheid of de tak van werkzaamheid heeft gestaakt;

.../...

2° wanneer zij zijn verkregen of vastgesteld ter gelegenheid van :

a) ... (zoals in artikel 40, § 1, 2°, van het Wetboek, maar het woord "bedrijfstakken" vervangen door "takken van werkzaamheid";

b) ... (idem) ....

De toepassing van 1° doet echter geen afbreuk aan de toepassing van artikel 67, 7°.

§ 2. De ten name van de nieuwe belastingplichtige in aanmerking te nemen afschrijvingen, minderwaarden en meerwaarden worden op ... (zoals in artikel 40, § 2, van het Wetboek).

§ 3. Niettegenstaande de in § 1 bedoelde overdracht van winsten en baten, wordt ter bepaling van de meerwaarden of minderwaarden op aandelen en bewijzen van deelgerechtigheid die ter vergoeding van een in § 1, 2°, bepaalde inbreng zijn verkregen, aan de aandelen en bewijzen een aanschaffings- of beleggingswaarde toegekend welke gelijk is aan die van de ingebrachte activa, zoals die blijkt op de dag van de inbreng, met inachtneming van eventueel verrichte afschrijvingen.

.../...

Ingeval de aandelen of bewijzen worden vervreemd, worden ze bij het bepalen van de krachtens artikel 34, § 1, 3°, en § 2, eventueel vrijgestelde meerwaarde geacht voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid te zijn gebruikt vanaf de datum waarop de ingebrachte activa daartoe werden gebruikt, en wordt de gemiddelde gerevaloriseerde waarde van elk aandeel of bewijs bepaald naar rata van de totale gerevaloriseerde waarde van die activa.

Artikel 40bis. De in artikel 31, 1°, omschreven winsten en baten zijn volledig vrijgesteld wanneer zij bestaan uit meerwaarden die op ongebouwde onroerende goederen verwezenlijkt zijn door belastingplichtigen wier beroepswerkzaamheid niet bestaat in het aankopen of bouwen en het verkopen of verhuren van onroerende goederen, behoudens toepassing van artikel 67, 7°".

Artikelen 6 en 7.

Men kan niet zeggen dat de uitkeringen en kapitalen zullen zijn betaald of toegekend "overeenkomstig" de diverse genoemde artikelen van het Burgerlijk Wetboek, wanneer die artikelen de verplichting tot levensonderhoud alleen maar als beginsel stellen.

.../...

Het slot van het nieuwe artikel 67, 3°, van het Wetboek zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"... ter uitvoering van een verplichting op grond van de artikelen 203, 205 ... 342a, 364 of 370 van het Burgerlijk Wetboek, van de artikelen 1 en 4 van boek I, titel X, hoofdstuk IIbis van hetzelfde Wetboek of van de artikelen 1258, 1271, 1280, 1288 of 1306 van het Gerechtelijk Wetboek".

Deze opmerking geldt ook voor het nieuwe artikel 71, § 1, 3°, van het Wetboek.

Artikel 8.

De instelling waaraan de artikelen 308 en volgende van het Burgerlijk Wetboek gewijd zijn, heet "scheiding van tafel en bed", die altijd scheiding van goederen ten gevolge heeft.

Derhalve wordt voorgesteld te lezen :

"In artikel 75 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "scheiding van tafel en bed" vervangen door de woorden "scheiding van tafel en bed of feitelijke scheiding".

.../...

Artikel 9.

In de Franse tekst van het nieuwe artikel 92bis is sprake van de "rente" die als grondslag heeft gediend voor de vaststelling van het "kapitaal dat overeenkomstig artikel 301, § 5, van het Burgerlijk Wetboek werd betaald of toegekend".

Die bepaling stelt dat de "uitkering" die wordt toegekend aan de echtgenoot die de echtscheiding heeft verkregen, te allen tijde door een kapitaal kan worden vervangen. De Franse term "rente" is in artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek niet gebruikt.

Men wijke niet af van de terminologie die gebruikt is in de bepaling waarnaar wordt verwezen.

Anderzijds is het niet verantwoord een artikel met slechts twee alinea's in twee paragrafen te verdelen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 92bis.

Wanneer in de belastbare inkomsten een kapitaal begrepen is dat op grond van artikel 301, § 5, van het Burgerlijk Wetboek betaald of toegekend is, komt dat kapitaal voor het berekenen van de belasting slechts in aanmerking tot het bedrag van de jaarlijkse uitkering welke het vervangt.

Vanaf de dag waarop dat kapitaal is betaald of toegekend en tot het overlijden van de verkrijger, wordt het bedrag van de uitkering voor elk belastbaar tijdperk gezamenlijk met de andere inkomsten belast".

Artikel 10.

In de Franse tekst zou nader moeten worden bepaald dat de wijziging betrekking heeft op artikel 93, § 1, 2°.

Artikel 11.

De in dit artikel bedoelde bewijzen zijn niet vereist "bij die artikelen", maar wel door artikel 219 van het Wetboek.

Het verdient dan ook aanbeveling te lezen :

"... waarvoor de in de artikelen 47, § 1, en 219 vereiste bewijzen niet worden overgelegd".

.../...

Artikel 14.

Aangezien artikel 45 van de wet van 25 juni 1973 artikel 134 van het Wetboek geheel heeft vervangen, is het overbodig melding te maken van de wijziging die daarin is aangebracht door artikel 16 van de wet van 15 juli 1966.

Artikel 15.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

In artikel 137, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 47 van de wet van 25 juni 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de datum "1 juli 1889" wordt vervangen door de datum "1 juli 1899";

2° 2° wordt door de volgende bepaling vervangen :
"2° ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 17.

Het zou de redactie van artikel 139, 2°, ten goede komen als de in het ontwerp voorgestelde invoeging als volgt werd gelezen :

"... die al dan niet rechtspersoonlijkheid bezitten en ...".

.../...

Artikel 27.

1. Het is niet verantwoord het nieuwe artikel 212, dat drie alinea's telt, in drie paragrafen te verdelen.

2. Voorgesteld wordt het tweede lid van hetzelfde artikel 212 als volgt te redigeren :

"Indien de belastingplichtige overleden of wettelijk onbekwaam is, rust de verplichting tot aangifte in het eerste geval op de erfgenamen, algemene legatarissen of begiftigden, in het tweede geval op de wettelijke vertegenwoordiger".

3. Artikel 142 van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 4 maart 1965 bepaalt volgens welke vormen de aangiften in de inkomstenbelastingen moeten worden gedaan. De regelen van het eerste en het vierde lid van dat artikel worden door het ontwerp overgenomen in de nieuwe artikelen 212 en 214 van het Wetboek.

Het tweede en het derde lid van artikel 142 van het koninklijk besluit zullen echter behouden moeten blijven; het ene heeft betrekking op de personen die lezen noch ondertekenen kunnen, het andere op het optreden van een lasthebber.

Het is echter niet zeer geraden die spreiding van eenzelfde aangelegenheid over wets- en verordeningsbepalingen te handhaven, des te meer daar de bevoegdheid

.../...

welke artikel 208 aan de Koning verleent (om de wijze te regelen waarop men dient te handelen voor de aangiften) beperkend zou kunnen worden uitgelegd als de wetgever de desbetreffende hoofdregelen eenmaal heeft vastgelegd.

Het tweede en het derde lid van artikel 142 zouden derhalve met de nodige aanpassingen in het ontworpen artikel 212 moeten worden opgenomen.

4. Voorgesteld wordt artikel 213, tweede lid, als volgt te redigeren :

"Die belastingplichtigen zijn niettemin gehouden een aangifte te doen wanneer hun dat uitdrukkelijk gevraagd wordt door een daartoe gemachtigde ambtenaar van de Administratie der directe belastingen".

5. Het Wetboek van de inkomstenbelastingen zegt niet welke de inhoud moet zijn van de aangifte die elke belastingplichtige (natuurlijke persoon) jaarlijks moet doen door middel van het hem door de Administratie toegezonden formulier (artikel 213).

Artikel 208, § 1, 1°, machtigt de Koning tot het regelen van "de wijze waarop men dient te handelen voor de aangiften".

Het koninklijk uitvoeringsbesluit van 4 maart 1965 heeft noch het model van de aangifte, noch de erin op te nemen vermeldingen vastgesteld.

.../...

Voor de vennootschappen, verenigingen, groepen en gemeenschappen heeft het Wetboek bepaald dat de aangifte moet overeenstemmen met het door de Minister van Financiën bepaalde model (artikel 218).

Het Wetboek voorziet in de aanslag van ambtswege wegens niet-aangifte, maar niet wegens onvolledige aangifte (artikel 256). In dit laatste geval kan de controleur de belastingplichtige vragen de inlichtingen te verstrekken die nodig zijn voor het onderzoek van zijn fiscale toestand (artikel 222).

Volgens het Hof van Cassatie vindt de verplichting om bij de aangifte in de inkomstenbelastingen van vennootschappen, verenigingen, groepen en gemeenschappen bepaalde bewijsstukken te voegen waarvan de overlegging door de wet niet voorgeschreven is, en om de verschillende bij die aangifte gevoegde stukken te waarmerken, te dagtekenen en te ondertekenen zoals het door de Administratie van Financiën opgemaakte formulier voor aangifte in die belastingen voorschrijft, geen steun in artikel 218 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, noch in enige andere bepaling van het Wetboek (Cass. 9 september 1969, N.V. "Chaussures Vansiliette" t/ de Belgische Staat, Minister van Financiën).

Het nieuwe artikel 214, hetwelk artikel 27 van het ontwerp in het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelt in te voegen, machtigt de directeur-generaal tot het vaststellen van het model van het aan-

.../...

gifteformulier (§ 1). Krachtens hetzelfde artikel kan de directeur-generaal zonder beperking de verplichting tot het overleggen van de door hem nodig geachte bescheiden, opgaven en inlichtingen, opleggen door middel van voorschriften die worden ingevoegd in de tekst van de vragen waaruit het formulier bestaat (§ 3).

Een en ander komt neer op het uitoefenen van een verordeningsbevoegdheid. De genomen beslissingen moeten immers een algemene draagwijdte hebben en voor alle burgers gelden. Zij vallen buiten de taak van de administratie; deze heeft tot opdracht de algemene regelen toe te passen op de bijzondere gevallen, maar niet die regelen op te stellen.

Luidens de Grondwet is het de Koning die de wetten uitvoert. Die macht kan in haar essentie niet worden overgedragen, aangezien alle machten moeten worden uitgeoefend op de wijze bij de Grondwet bepaald (artikel 25, tweede lid).

De toekenning van verordenende bevoegdheid aan een ambtenaar doet trouwens problemen ontstaan op het gebied van de politieke verantwoordelijkheid alsook wat de openbaarheid en de bindende kracht van de beslissingen van die ambtenaar betreft.

Het zou meer in overeenstemming zijn met de organisatie van de machten, als het model van de aangifte door de Koning vastgesteld en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt werd. Zo wordt gehandeld op velerlei gebieden (vervoer, douane, volksgezondheid),

.../...

die niet zo belangrijk zijn als dat van de inkomstenbelastingen. Ook mag niet over het hoofd worden gezien dat de aangifte het eerste document is van het dossier in een geschil waarin beroep wordt ingesteld.

Ook heeft de tekst zelf, wat de omvang betreft van de verplichtingen die aan de belastingplichtigen zouden kunnen worden opgelegd, een veel algemenere strekking dan volgens de memorie van toelichting de bedoeling zou zijn.

*

De tekst van het laatste lid van paragraaf 3 heeft tot gevolg dat de toepassing van de bepaling wordt beperkt tot de categorieën van belastingplichtigen die door bedrijfsgroeperingen vertegenwoordigd kunnen zijn, en ook dat die toepassing afhankelijk wordt gemaakt van een akkoord met die groeperingen.

6. In het ontworpen artikel 215, § 1, is de verwijzing naar artikel 152, 1°, niet zeer duidelijk. Aangezien de bedoeling is alle aan de belasting voor niet-verblijfhouders onderworpen natuurlijke personen een aangifte te doen invullen, met als enige uitzondering de belastingplichtigen op wie artikel 150, eerste lid, van het Wetboek toepassing vindt, zou rechtstreeks naar dat artikel moeten worden verwezen, niet naar artikel 152, 1°, dat betrekking heeft op de berekening van de belasting.

.../...

Deze opmerking geldt ook voor artikel 216, eerste lid.

Het ontwerp werkt met de formule : "1 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd". Het is verkieslijk te blijven werken met de reeds geijkte formule "1 januari van het aanslagjaar", daar immers artikel 264, eerste lid, van het Wetboek bepaalt : "Het aanslagjaar begint op 1 januari en eindigt op de daaropvolgende 31e december".

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 215, § 3, en 259 van het ontwerp.

Voorgesteld wordt, § 1 van het ontworpen artikel 215 als volgt te redigeren :

"§ 1. De belastingplichtigen voor wie op 1 januari van het aanslagjaar de gronden van belastbaarheid, hetzij inzake personenbelasting, hetzij inzake belasting der niet-verblijfhouders als niet-rijksinwoners en buiten het geval bedoeld in artikel 150, eerste lid, aanwezig zijn, moeten hun aangifte aan de betrokken dienst zenden binnen de op het formulier aangegeven termijn, die niet korter mag zijn dan een maand vanaf de uitreiking ervan".

7. De ontworpen artikelen 215, § 1, 251 en 256 stellen verschillende termijnen van een maand vast waarvan het niet-nakomen aanslag van ambtswege tot gevolg heeft.

.../...

Terwijl de aangifte moet worden teruggezonden binnen een maand na de uitreiking van het formulier aan de belastingplichtige (artikel 215), moet op de vragen om inlichtingen (artikel 222), op het wijzigingsbericht (artikel 251) en op het bericht van aanslag van ambtswege (artikel 256) worden geantwoord binnen een maand te rekenen van de verzending van de vragen en berichten door de administratie.

Die verzending geschiedt meestal bij een ter post aangetekende brief. De werkelijke termijn waarover de belastingplichtige beschikt, hangt dus af van de snelheid waarmee de post bestelt.

Moeilijker wordt het wanneer de belastingplichtige afwezig is. De termijn die 30 of 40 jaar geleden voldoende kon worden geacht, is moeilijk in te passen in de sociale vooruitgang, nu een wettelijke vakantie wordt toegekend die tot vijf weken kan duren. Ook de spreiding van de vakantieperiode brengt mee dat het probleem zich niet alleen meer in de zomerperiode voordoet.

De toestand van de belastingplichtige die tijdens zijn jaarlijkse vakantie niet in zijn woonplaats verblijft, wordt nog verergerd doordat voor het huidige artikel 251, § 1, tweede lid, krachtens hetwelk een na termijn ingekomen antwoord als geldig kan worden beschouwd wanneer de vertraging achteraf door wettige redenen wordt verantwoord, een tekst in de plaats komt op grond waarvan een termijnverlenging om wettige redenen kan worden toegestaan, hetgeen veronderstelt dat de belastingplichtige een aanvraag in die zin doet en dus ook dat hij tijdig kennis krijgt van het wijzigingsbericht.

.../...

Ofwel zou de termijn dus moeten ingaan de dag dat de belastingplichtige het bericht ontvangt, ofwel zouden de periodes van regelmatige vakantie buiten beschouwing moeten worden gelaten bij het berekenen van de termijn van een maand.

8. Het ontworpen artikel 216, derde lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In het geval van het eerste lid moet de aangifte teruggezonden of teruggegeven worden binnen drie maanden na de dag waarop de gronden voor belastbaarheid zijn weggevallen; in het geval van het tweede lid is de termijn vijf maanden, te rekenen van de dag van het overlijden".

9. Het slot van artikel 219 zou duidelijker zijn als volgt : "... uit de boeken of rekeningen van de vennootschap".

Artikel 34.

Wanneer de belastingplichtige ambtshalve aangeslagen is, behoort hij volgens het ontworpen artikel 257, eerste lid, het bewijs te leveren van het juiste bedrag van zijn belastbare inkomsten.

Die maatregel is een sanctie tegen hen die op een wijzigingsbericht niet geantwoord hebben binnen de termijn bepaald in het ontworpen artikel 251.

.../...

Een zodanige sanctie is echter niet verantwoord wanneer de aanslag van ambtswege onmiddellijk op het wijzigingsbericht volgt omdat de controleur oordeelt dat de rechten van de Schatkist gevaar lopen.

*

Volgens het tweede lid van het ontworpen artikel 257 rust de bewijslast nog steeds op de administratie indien de belastingplichtige aantoont "dat wettige redenen hem hebben belet de in artikel 221, eerste en tweede lid, vermelde boeken, bescheiden en registers over te leggen of de op grond van artikel 222 gevraagde inlichtingen binnen de gestelde tijd te verstrekken". De huidige tekst van artikel 257 stelt dezelfde regel wat het in artikel 251 bedoelde wijzigingsbericht betreft. Het wetsontwerp bedoelt die regel af te schaffen. Als verantwoording stelt de memorie van toelichting verkeerdelijk dat "hij (de belastingplichtige) zoals thans dat tegenbewijs zal moeten leveren wanneer hij van ambtswege is aangeslagen ... wegens gebrek aan antwoord binnen de wettelijke termijn - eventueel verlengd wegens gegronde redenen -, op een bericht van wijziging".

Artikel 36.

Zoals reeds is gezegd, is de Franse term "millésime" verkeerd gebruikt. Men behoude voor het slot van het nieuwe eerste lid van artikel 259 de huidige redactie, die geen moeilijkheden oplevert :

.../...

"... mag ... in afwijking van artikel 264 worden gevestigd gedurende drie jaar met ingang van 1 januari van het aanslagjaar waarvoor de belasting is verschuldigd".

Artikel 40.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 357 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij artikel 83 van de wet van 25 juni 1973, wordt in de volgende lezing hersteld : ".

Onder 2° vervange men de woorden "dat wordt afgedragen aan het Fonds" door "dat bestemd is voor het Fonds".

Artikel 41.

Onder 1° en 2° moet het woord "vanaf" worden geschrapt.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

M. VERSCHELDEN, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.MASQUELIN.

Het verslag werd uitgevracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeu

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.